

GUERRE ET PAIX AU MOYEN-ORIENT. ILS REFUSENT DE SERVIR

Un groupe de jeunes Israéliens refuse de faire la sale besogne.

page 11

7 352
abonnés
reçoivent ce numéro.
Et vous?
(page 16)

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES



L'UNION EUROPÉENNE EXIGE LA DESTRUCTION DES SERVICES PUBLICS



LA POSTE ET L'ÉCOLE DANS LE COLLIMATEUR DE BRUXELLES

pages 3 et 4

Retrait des troupes françaises d'Afghanistan ! Pas un sou, pas une arme pour la guerre !

Le 20 septembre, le POI participera à la manifestation à Paris contre la présence des troupes françaises en Afghanistan, à 14 heures, place de la République.

page 9

L'actualité politique et sociale Derrière la "réforme" du lycée, c'est le bac qui est visé.

page 5

L'actualité politique et sociale A quoi serviraient les agences régionales de santé ?

page 6

Dossier Justice. Les principes républicains issus de 1789 menacés.

page 7

Vie du parti Chartres (Eure-et-Loir). Après l'élection partielle du 7 septembre.

page 9

Dossier international L'Afrique du Sud, quinze ans après la fin de l'apartheid.

page 14

Histoire 1958-2008. La Constitution de la V^e République a 50 ans.

page 15

**Informations ouvrières. Profitez de notre offre exceptionnelle.
Pour tout nouvel abonné : 12 numéros : 10 euros**

Contre la dictature européenne, regrouper les forces

CINQ cent neuf emplois menacés à la CAMIF, fermeture du centre de tri postal, licenciements par centaines dans cinq entreprises locales, suppressions d'emplois dans la fonction publique : tout cela dans un seul département ! Les trois unions départementales syndicales (1) qui publient ces éléments appellent à manifester « pour l'arrêt des licenciements (...), la non-délocalisation des entreprises, le maintien de tous les services publics et l'abrogation des privatisations ».

S'agit-il d'un cas isolé ? Non : il n'est pas un seul département qui ne présente ce visage de désindustrialisation, licenciements en masse, chômage et destruction des services publics. De toute part, la crise disloque l'économie. Renault vient d'annoncer 6 000 suppressions d'emplois !

Et que fait le gouvernement ? Il accélère la privatisation de La Poste. Il livre la SNCF à la concurrence. Il met en place les agences régionales de santé (qui démantèlent la Sécurité sociale de 1945). Il généralise la précarité (avec le RSA), etc.

Dans ce contexte, M. Trichet (président de la Banque centrale européenne) décide de maintenir les taux d'intérêt à un

haut niveau. Aggravant la marche à l'effondrement généralisé, il invoque la nécessité « de maintenir la stabilité des prix (...), défendre le pouvoir d'achat » et « lutter contre le chômage ». Quelle honte ! Les prix grimpent en flèche, le chômage et le désastre frappent toutes les familles populaires ! « Le mandat de la BCE tel qu'il est défini dans le traité de Maastricht (...) est idéalement adapté pour répondre au défi actuel », ajoute Trichet. Quel défi ? « Que les déficits soient réduits » et que des « mesures structurelles (...) réduisent les coûts de l'ajustement et promeuvent une croissance modérée du coût du travail ».

En bon français : coupes massives dans les budgets publics, privatisations, amputation des salaires, remise en cause des droits ouvriers. Un seul « défi » compte pour la Banque centrale européenne : garantir les profits des exploitants.

N'est-il pas évident que la dictature européenne est à l'origine de toutes les attaques meurtrières qui frappent les travailleurs et la démocratie ? La soumission des responsables du gouvernement (mais aussi du Parti socialiste) à la politique dictée par Trichet au compte des multinationales et des

capitalistes conduit le pays à la ruine. Alors, ont-ils tort, ces travailleurs de toutes tendances qui disent : nous n'acceptons pas ? Ont-ils tort de chercher à réaliser les conditions de l'unité dans l'action de classe, pour les revendications ? Ont-ils tort, ces élus qui se dressent contre le démantèlement des services publics ? Il y a trois mois, les marins-pêcheurs manifestaient aux cris de : « A bas la dictature européenne ! » C'est un fait : la population ouvrière refuse la destruction, la ruine et la guerre organisées par l'Union européenne ! Les 72 % d'abstention dans l'élection partielle de Chartres résonnent comme un avertissement (2).

L'heure est venue de grouper les forces contre la ruine qui menace le pays. L'heure est venue de se grouper contre la dictature européenne. Le bureau national du Parti ouvrier indépendant (POI) soumet à la discussion la proposition d'une conférence de délégués pour l'unité, pour en finir avec la politique de destruction du gouvernement aux ordres de la BCE. Il y a urgence ! Le plus tôt sera le mieux. ■

(1) Appel commun des unions départementales CGT-FO-FSU des Deux-Sèvres.

(2) Lire page 9.

INFORMATIONS OUVRIÈRES

tribune libre de la lutte des classes

Dans le cadre de sa tribune libre, *Informations ouvrières*, fondé par Pierre Lambert, offre la possibilité de s'exprimer librement à tout groupement ou formation politique qui entend sincèrement combattre pour l'émancipation des travailleurs. Cela sous leur propre responsabilité. L'hebdomadaire est édité par l'association (loi 1901) Informations ouvrières, présidée par Daniel Gluckstein, directeur de la publication.

Rédacteur en chef : Lucien Gauthier.

Siège : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

• Imprimerie :

Rotinfed 2000, Paris.

• Tirage : 20 000 exemplaires.

• Commission paritaire : 0909 C85 410.

• ISSN : 0813 9500.

• Rédaction :

Informations ouvrières, 87, rue du F^{bs}-Saint-Denis, CS 30016 - 75479 Paris CEDEX 10.

Tél. : 01 48 01 89 23.

Fax : 01 48 01 89 29.

E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

• Administration- abonnements :

Maïthé Dayan
Tél. : 01 48 01 88 22
01 48 01 88 41.

E-mail : diffusion-io@fr.oleane.com

Dépôt légal : à publication.



NOUS ÉCRIRE

INFORMATIONS OUVRIÈRES

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex

E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

Le "modèle américain"...

PAR LUCIEN GAUTHIER

DIMANCHE 7 septembre, le secrétaire d'Etat américain au Trésor, Henry Paulson, a annoncé le placement « sous tutelle » publique de Fannie Mae et de Freddie Mac, les deux géants du refinancement du crédit immobilier américain.

Ces deux sociétés étaient au bord de la faillite, conséquence de la crise des subprimes. L'administration américaine ne les nationalise pas. Elle « nationalise » leurs dettes. L'Etat américain va prendre en charge le refinancement d'une somme estimée à près de 139 milliards d'euros, pillée dans les impôts payés par la population américaine. Les deux candidats à l'élection présidentielle américaine approuvent ce plan. Ben Bernanke, le président de la Banque fédérale américaine, soutient ce plan, qui va, selon lui, « promouvoir la stabilité sur nos marchés financiers ».

Le jour même, au nom du Fonds monétaire international, le « socialiste » Dominique Strauss-Kahn, qui en est le président, estimait que cette décision allait « contribuer à soutenir les marchés ».

Des centaines de milliards sont engloutis dans la guerre en Irak et en Afghanistan par l'administration américaine. Plus de 100 milliards vont être ainsi encore ponctionnés pour soutenir les spéculateurs et les capitalistes américains. Et pendant ce temps-là, au nom de la réduction de la dette fédérale américaine, l'administration ne cesse de tailler dans les budgets sociaux, école, santé, etc., tandis que, selon les chiffres officiels, près de 40 millions d'Américains vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Est-ce une question strictement américaine ?

N'est-ce pas la soumission à la loi du marché et le respect du pacte de stabilité qui ont conduit les différents gouvernements à remettre en cause les services publics et les conquêtes ouvrières, et poussent l'actuel gouvernement à une frénésie de « contre-réformes » menaçant l'existence même de la République ?

Car malgré la « dette », le gouvernement trouve la possibilité de dégager un milliard d'euros pour financer les opérations militaires, et au premier chef le soutien à l'intervention américaine en Afghanistan. Après la mort de 10 soldats français et contre la volonté du peuple français, qui, majoritairement, se prononce pour le retrait des troupes, le gouvernement annonce renforcer sa présence militaire en Afghanistan.

Tous les citoyens de ce pays sont confrontés non seulement à l'avalanche des contre-réformes, aux plans de restructuration industrielle, aux délocalisations, mais également à la hausse des prix, à la baisse des revenus, qui poussent des millions d'êtres humains vers la misère et la précarité. La règle qui doit prévaloir, ce n'est ni celle des marchés et de l'Union européenne ni celle de la guerre, mais celle des besoins urgents de la population laborieuse. Les travailleurs et les jeunes de ce pays, comme ceux du monde entier, veulent vivre.

Il faut sortir de l'Union européenne et de l'OTAN. ■

"Le PCF devrait changer de nom en enlevant le mot communiste dans son appellation ?"

PAR YVES LIONS

C'EST AVEC une stupéfaction partagée avec sans doute beaucoup de lecteurs que j'ai découvert cette question dans un sondage publié par *L'Humanité* (4 septembre).

Beaucoup de nos lecteurs le savent, le Parti communiste français prépare son congrès. Quand on lit les différentes contributions préparatoires, il apparaît que ce congrès a un enjeu majeur : celui d'une évolution vers une forme et une orientation qui remettraient en cause tout ce qui, dans son passé, le relie à l'histoire et à l'organisation de la classe ouvrière de ce pays. Cette issue de destruction éventuelle d'une organisation du mouvement ouvrier ne peut être, de mon point de vue, souhaitée par aucun militant se réclamant des intérêts de la classe ouvrière.

L'Humanité publie un document intitulé : « Les Français, le changement et le Parti communiste. » Formé essentiellement d'un sondage « radiographie de l'opinion publique et du peuple de gauche », qui sera suivi d'un « travail qualitatif » issu « des auditions de 10 intellectuels de la gauche critique et de

10 militants communistes », il a pour but d'aider les communistes dans leur choix d'orientation.

A priori, cela peut sembler intéressant, mais revenons sur la méthode. Admettons que les sondages mesurent réellement l'opinion des sondés, il est vraisemblable qu'une « radiographie du peuple de France » reflète alors l'opinion dominante, dont j'ai appris il y a longtemps dans les écoles du parti qu'elle était celle de la classe dominante. Peut-on imaginer un seul instant que l'élaboration d'une politique de défense des ouvriers passe par la dénonciation et le combat contre « les lieux communs idéologiques » et « la pensée unique » ?

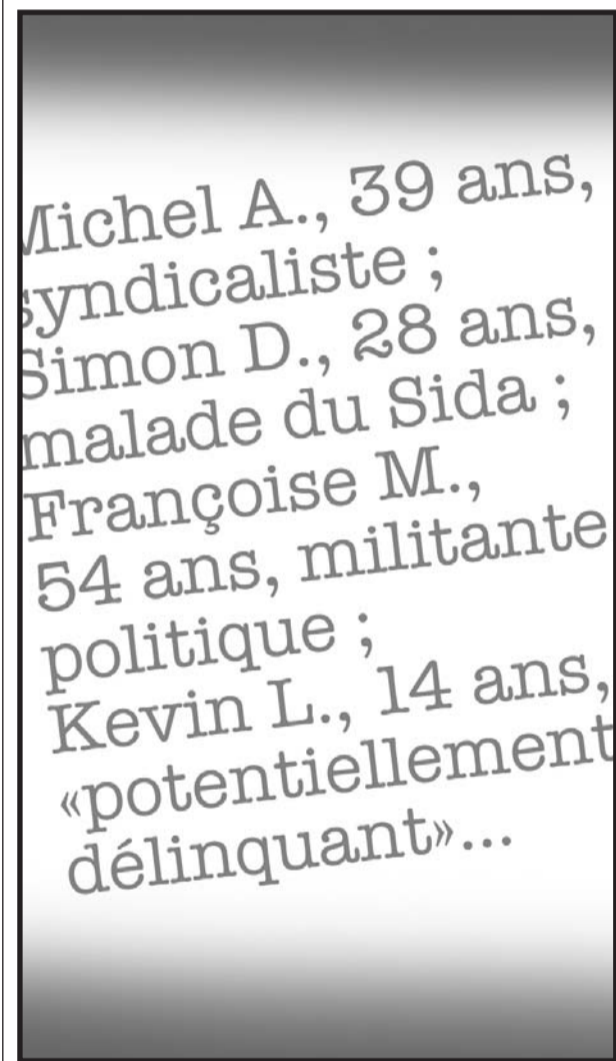
Or que lit-on dans le commentaire fait par *L'Huma* : « Ce qui semble laisser un espace à gauche entre cette force contestataire médiatique (le NPA de Besancenot) et un Parti socialiste en proie à ses rivalités internes. » On croit rêver : l'ambition d'un congrès : se contenter des miettes laissées par la LCR et le PS ? Est-ce là une orientation pour redresser la barre et défendre les travailleurs de ce pays contre les attaques de Sarkozy ?

Quant aux questions posées : « Etes-vous d'accord avec : "Le PCF doit-il être plus positif à l'égard de la politique européenne ? Le PCF devrait changer de nom en enlevant le mot communiste dans son appellation ?" », peut-on s'étonner qu'elles recueillent une large majorité d'opinions favorables ? Comme le dit justement un membre du conseil national : « Constaté les effets de l'idéologie dominante pour s'y adapter, quelle aberration ! S'il est erroné de se décréter l'avant-garde, il est affligeant de se concevoir en relais politique des majorités silencieuses. »

Quant à la méthode qui consiste à se donner une couverture « scientifique » en auditionnant des intellectuels critiques et en faisant un sondage, il est inutile de souligner ce qu'elle a d'étranger avec la discussion démocratique de militants préparant le congrès de leur parti ! Le fond n'étant pas séparable de la forme, ne s'agit-il pas plutôt d'une forme de pression de la direction sur les militants ?

Alors, question de méthode ou anticipation des réponses par le choix des questions ? ■

TRAIT LIBRE



Le carnet d'adresses d'Edvige